

*Origine du rapport*

Partie	<i>République du MALI</i>
Personne à contacter pour le rapport	
Nom et titre de la personne :	<i>Bather KONE, Point Focal du Protocole de Cartagena</i>
Adresse postale :	<i>Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (STP/CIGQE), BP.2357, Quartier du Fleuve, Rue 311 Porte 328, Bamako (MALI)</i>
Téléphone :	<i>(223) 223 1074 / 1176</i>
Télécopie :	<i>(223) 223 5867</i>
Courriel :	<i><a href="mailto:stp@timbagga.com.ml">stp@timbagga.com.ml</a>, <a href="mailto:pcnbmali@datatech.net.ml">pcnbmali@datatech.net.ml</a>, <a href="mailto:batherkone@yahoo.fr">batherkone@yahoo.fr</a></i>
Soumission	
Signature du responsable de la soumission du rapport :	
Date de la soumission :	<i>9 Septembre 2005</i>

Veillez décrire brièvement la méthode utilisée pour établir ce rapport en donnant des informations sur le type de parties prenantes qui ont participé activement à sa préparation et sur le matériel de base utilisé :

*Consultation documentaire,*

*Contact de personnes responsables*

*Structures :*

- *Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (STP/CIGQE),*
- *Direction Nationale de l'Agriculture (DNA),*
- *Institut d'Economie Rurale(IER)*

*[courtesy translation]*

*Document consultation,*

*Contacting of persons in charge*

*Government bodies:*

- *Permanent Technical Office of the Institutional Framework of the Management of Environmental Matters (Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales),*
- *National Directorate of Agriculture (Direction Nationale de l'Agriculture),*

*Institute of Rural Economics (Institut d'Economie Rurale)*

***Obligations concernant la communication d'informations au Centre d'échange  
pour la prévention des risques biotechnologiques***

1. Plusieurs articles du Protocole demandent que des informations soient communiquées au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (voir liste ci-dessous). Pour votre Gouvernement, s'il existe des informations pertinentes qui n'ont pas été communiquées au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, décrivez les obstacles ou entraves à la communication de ces informations (note : pour répondre à cette question, adressez-vous au Centre d'échange pour vérifier l'état actuel des informations soumises par votre pays par rapport à la liste d'informations demandées ci-dessous. Si vous n'avez pas accès au Centre d'échange, demandez au Secrétariat de vous faire parvenir un résumé) :

***Un Cadre National de Biosécurité a été élaboré mais il n'a pas été soumis officiellement au Centre d'Echange, parce qu'il n'a pas encore été examiné par le Gouvernement et l'Assemblée Nationale***

***Autorité Nationale Compétente : Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement (MEA)***

***Correspondant National, Point Focal National, Point de Contact des notifications : Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales (STP/CIGQE)***

***L'initiative du Projet sur le BCH a été endossée par le Mali***

***[courtesy translation]***

***A National Biosafety Framework was prepared but has not been officially submitted to the Clearing House because it has still not been reviewed by the Government and the National Assembly.***

***Competent national authority: Ministry of the Environment and Sanitation (Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement)***

***National correspondent, National Focal Point, point of contact for notifications: Permanent Technical Office of the Institutional Framework of the Management of Environmental Matters (Secrétariat Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales)***

***The initiative of the BCH project was endorsed by Mali.***

Informations à communiquer au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques :

a) Toutes les lois, recommandations et directives nationales en vigueur visant l'application du Protocole, ainsi que les informations requises par les Parties dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause (article 20.3 a));

b) Toutes les lois, réglementations et directives nationales applicables à l'importation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11.5);

- c) Les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux (articles 14.2, 20.3 b) et 24.1);
- d) Les noms et adresses des autorités nationales compétentes (articles 19.2 et 19.3), des correspondants nationaux (articles 19.1 et 19.3) et les coordonnées de la personne à contacter en cas d'urgence (articles 17.2 et 17.3 e));
- e) Si plus d'une autorité nationale compétente est désignée, les domaines de responsabilité respectifs de ces autorités (articles 19.2 et 19.3);
- f) Les rapports soumis par les Parties sur l'application du Protocole (article 20.3 e));
- g) Tout mouvement transfrontière non intentionnel susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la diversité biologique (article 17.1);
- h) Les mouvements transfrontières illicites d'organismes vivants modifiés (article 25.3);
- i) Les décisions finales d'une Partie concernant l'importation ou la libération d'organismes vivants modifiés (par exemple approbation ou prohibition, toutes conditions, demandes d'informations supplémentaires, prolongation accordée, raisons qui ont dicté la décision) (articles 10.3 et 20.3 d));
- j) Les informations relatives à l'application de réglementations nationales à certaines importations spécifiques d'organismes vivants modifiés (article 14.4);
- k) Les décisions définitives concernant l'utilisation sur le territoire national d'organismes vivants modifiés qui peuvent faire l'objet d'un mouvement transfrontière et qui sont destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11.1);
- l) Les décisions définitives concernant l'importation d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, prises dans le cadre de la réglementation nationale (article 11.4) ou conformément à l'annexe III (article 11.6) (obligation de l'article 20.3 d));
- m) Les déclarations concernant le cadre réglementaire à utiliser pour les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11.6);
- n) L'examen et les modifications des décisions concernant les mouvements transfrontières intentionnels d'organismes vivants modifiés (article 12.1);
- o) Les organismes vivants modifiés ayant obtenu une exemption par chaque Partie (article 13.1);
- p) Les cas où un mouvement transfrontière intentionnel peut avoir lieu au moment même où le mouvement est notifié à la Partie importatrice (article 13.1);
- q) Les résumés des évaluations des risques ou des études environnementales relatives aux organismes vivants modifiés menées en application de la réglementation de la Partie concernée et les informations pertinentes concernant les produits qui en sont dérivés (article 20.3 c)).

*Article 2 – Dispositions générales*

2. Votre pays a-t-il pris les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires à la mise en œuvre du Protocole ? (article 2.1)	
a) L'ensemble du cadre réglementaire national est en place (donnez des détails ci-dessous)	
b) Certaines mesures ont été introduites (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>
c) Aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent	
3. Prière de donner des détails supplémentaires concernant votre réponse à la question ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays concernant l'application de l'article 2, y compris les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><i><b>Le document du cadre réglementaire (Cadre National de Biosécurité) a été produit dans le cadre du Projet d'appui PNUE-FEM pour l'élaboration des cadres nationaux de biosécurité</b></i></p> <p><i><b>Une Communication écrite a été produite par le Gouvernement le 30 Août 2004 pour gérer la question des Organismes Génétiquement modifiés pendant la période intérimaire à l'avènement du Cadre National de Biosécurité dont le processus est en cours</b></i></p> <p><i><b>Il n'y a pas d'obstacle mais certains détails restent encore à apporter, notamment le nom des personnes responsables et certaines dispositions spécifiques</b></i></p> <p><i><b>[courtesy translation]</b></i></p> <p><i><b>The document of the regulatory framework (National Biosafety Framework) was prepared in the framework of the UNEP-GEF support project for the development of National Biosafety Frameworks.</b></i></p> <p><i><b>A written communication was issued by the Government on 30 August 2004 to handle the question of genetically modified organisms during the interim period up to the implementation of the National Biosafety Framework, the latter of which is in-progress.</b></i></p> <p><i><b>There are no obstacles but certain details remain to be determined, in particular, the name of the persons responsible and certain specific provisions.</b></i></p>	

**Articles 7 à 10 et 12 : Procédure d'accord préalable en connaissance de cause**

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

4. Y a-t-il une responsabilité juridique quant à l'exactitude des informations communiquées par les exportateurs <sup>1/</sup> en vertu de la juridiction de votre pays ? (article 8.2)	
a) Oui	
b) Non	
c) Sans objet – la Partie n'est pas exportatrice	<b>X</b>
5. Si votre Partie était exportatrice pendant la période sur laquelle porte le rapport, avez-vous demandé à une Partie importatrice de reconsidérer une décision prise en vertu de l'article 10 sur la base des raisons évoquées à l'article 12.2 ?	
a) Oui (donnez des détails ci-dessous)	
b) Non	
c) Sans objet – la Partie n'était pas exportatrice	<b>X</b>
6. Votre pays a-t-il pris des décisions concernant l'importation conformément aux cadres réglementaires nationaux comme l'y autorise l'article 9.2 c) ?	
a) Oui	
b) Non	
c) Sans objet – aucune décision n'a été prise pendant la période couverte par le rapport	<b>X</b>
7. Si votre pays a été une Partie exportatrice d'organismes vivants modifiés destinés à être introduits dans l'environnement pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application des articles 7 à 10 et 12, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<i>Sans objet</i>	
<i>[courtesy translation]</i>	
<i>Not applicable</i>	
8. Si votre pays a pris des décisions concernant l'importation d'organismes vivants modifiés destinés à être introduits dans l'environnement pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application des articles 7 à 10 et 12, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<i>Sans objet</i>	
<b><i>NB : Un processus est en cours pour autoriser la recherche sur les plantes génétiquement modifiées</i></b>	

<sup>1/</sup> Terminologie utilisée dans les questions conforme aux définitions données dans l'article 3 du Protocole.

*[courtesy translation]*

*Not applicable*

*NB: A process is in progress to authorise research on genetically modified plants.*

**Article 11 – Procédure à suivre pour les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés**

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

9. Existe-t-il des dispositions légales garantissant l'exactitude des informations fournies par le demandeur concernant l'utilisation sur le territoire national d'un organisme vivant modifié qui peut faire l'objet d'un mouvement transfrontière et qui est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformé ? (article 11.2)	
a) Oui	
b) Non	
c) Sans objet (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>
10. Votre pays a-t-il fait connaître ses besoins en matière d'assistance financière et technique et de développement des capacités, s'agissant d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés ? (article 11.9)	
a) Oui (donnez des détails ci-dessous)	
b) Non	<b>X</b>
c) Sans objet	
11. Votre pays a-t-il pris des décisions concernant l'importation dans le cadre de sa réglementation nationale, comme l'y autorise l'article 11.4 ?	
a) Oui	
b) Non	
c) Sans objet – aucune décision n'a été prise pendant la période couverte par le rapport	<b>X</b>

12. Si votre pays a été une Partie exportatrice d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 11, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

*Sans objet*

*[courtesy translation]*

*Not applicable*

13. Si votre pays a été une Partie importatrice d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 11, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

*Sans objet*

*[courtesy translation]*

*Not applicable*

### ***Article 13 – Procédure simplifiée***

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

14. Si votre pays a utilisé la procédure simplifiée pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 13, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

***Ce n'est pas le cas***

***[courtesy translation]***

***This is not the case.***

### ***Article 14 – Accords et arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux***

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

15. Si votre pays a conclu des accords et arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, veuillez décrire vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 14, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

***Ce n'est pas encore le cas***

***Cependant, il y a en cours un processus au sein de la CEDEAO (dont le Mali est membre) pour une approche commune sur la promotion de la biotechnologie, la biosécurité et la sensibilisation/information du Public***

***[courtesy translation]***

***That is not still the case.***

***However, ECOWAS (of which Mali is a member) is currently in the progress of developing a common approach toward the promotion of biotechnology, biosafety and public awareness raising.***

**Articles 15 et 16 – Evaluation des risques et gestion des risques**

16. Si votre pays a été une partie importatrice pendant la période couverte par le rapport, des évaluations des risques ont-elles été effectuées pour toutes les décisions prises au titre de l'article 10 ? (article 15.2)	
a) Oui	
b) Non (expliquez ci-dessous)	
c) N'a pas été une Partie importatrice	<b>X</b>
17. Si oui, avez-vous demandé à l'exportateur de procéder à l'évaluation des risques ?	
a) Oui – dans tous les cas	
b) Oui – dans certains cas (spécifiez le nombre de cas et donnez des détails ci-dessous)	
c) Non	
d) N'a pas été une Partie importatrice	<b>X</b>
18. Si vous avez pris une décision au titre de l'article 10 pendant la période couverte par le rapport, avez-vous demandé à l'auteur de la notification de prendre en charge le coût de l'évaluation des risques ? (article 15.3)	
a) Oui – dans tous les cas	
b) Oui – dans certains cas (spécifiez le nombre de cas et donnez des détails ci-dessous)	
c) Non	<b>X</b>
19. Votre pays a-t-il mis en place et appliqué des mécanismes, des mesures et des stratégies appropriés pour réglementer, gérer et maîtriser les risques définis par les dispositions du Protocole relatives à l'évaluation des risques ? (article 16.1)	
a) Oui	
b) Non	<b>X</b>
20. Votre pays a-t-il adopté des mesures appropriées pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés ? (article 16.3)	
a) Oui	<b>X</b>
b) Non	
21. Votre pays veille-t-il à ce que tout organisme vivant modifié, importé ou mis au point localement, soit soumis à une période d'observation appropriée correspondant à son cycle de vie ou à son temps de formation avant d'être utilisé comme prévu ? (article 16.4)	
a) Oui – dans tous les cas	
b) Oui – dans certains cas (donnez des détails ci-dessous)	
c) Non (donnez des détails ci-dessous)	
d) Sans objet (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>

22. Votre pays a-t-il coopéré avec d'autres Parties aux fins spécifiées à l'article 16.5 ?	
a) Oui (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>
b) Non (donnez des détails ci-dessous)	
23. Veuillez fournir des détails complémentaires concernant vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description de vos expériences et progrès concernant l'application des articles 15 et 16, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><i><b>Le cadre National de Biosécurité est conçu mais il n'est encore mis en application</b></i></p> <p><i><b>Un projet de Décret sur les plantes génétiquement modifiées est en cours d'examen par le Gouvernement</b></i></p> <p><i><b>Il y a l'initiative de la Conférence Ministérielle de l'espace CEDEAO sur la Biosécurité et la Biotechnologie</b></i></p> <p><i><b>[courtesy translation]</b></i></p> <p><i><b>The National Biosafety Framework has been established but has still not been implemented.</b></i></p> <p><i><b>A draft decree on genetically modified plants is currently being reviewed by the Government.</b></i></p> <p><i><b>There is the initiative of the ECOWAS Ministerial Conference on Biosafety and Biotechnology.</b></i></p>	

**Article 17 – Mouvements transfrontières non intentionnels et mesures d'urgence**

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

24. Pendant la période couverte par le rapport, si vous avez eu connaissance d'un incident quelconque qui relève de votre compétence qui a eu pour résultat une libération entraînant ou pouvant entraîner un mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié qui a eu ou qui serait susceptible d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine dans ces Etats, avez-vous consulté immédiatement les Etats effectivement touchés ou pouvant l'être aux fins spécifiées à l'article 17.4 ?	
a) Oui – tous les Etats concernés immédiatement	
b) Partiellement (expliquez ci-dessous)	
c) Non (expliquez ci-dessous)	<b>X</b>

25. Veuillez donner des détails complémentaires sur vos réponses à la question ci-dessus, ainsi qu'une description de vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 17, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

*Il n'y a pas eu de cas*

*[courtesy translation]*

*Not applicable.*

**Article 18 – Manipulation, transport, emballage et identification**

26. Votre pays a-t-il pris les mesures nécessaires pour exiger que les organismes vivants modifiés qui font l'objet d'un mouvement transfrontière relevant du présent Protocole soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité tenant compte des règles et normes internationales pertinentes ? (article 18.1)	
a) Oui (donnez des détails ci-dessous)	
b) Non	<b>X</b>
c) Sans objet (expliquez ci-dessous)	
27. Votre pays a-t-il pris des mesures pour exiger que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, indique clairement qu'ils « peuvent contenir » des organismes vivants modifiés et qu'ils ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'informations ? (article 18.2 a))	
a) Oui	
b) Non	<b>X</b>
28. Votre pays a-t-il pris des mesures pour exiger que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'informations, y compris le nom et l'adresse de la personne et de l'institution auxquelles les organismes vivants modifiés sont expédiés ? (article 18.2 b))	
a) Oui	
b) Non	<b>X</b>
29. Votre pays a-t-il pris des mesures pour exiger que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice, ainsi que tout organisme vivant modifié visé par le Protocole, indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, spécifie leur identité et leurs traits et caractéristiques pertinents, ainsi que toute règle de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'informations ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur, et contienne une déclaration certifiant que le mouvement est conforme aux prescriptions du Protocole applicables à l'exportateur ? (article 18.2 c))	
a) Oui	<b>X</b>
b) Non	
30. Veuillez donner des détails complémentaires sur vos réponses à la question ci-dessus, ainsi qu'une description de vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 18, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<b><i>Il n'y a pas de mesures concrètes actuellement, mais les dispositions pratiques sont à prendre dans la mise en œuvre du Cadre National de Biosécurité</i></b>	

*Néanmoins la Communication écrite du Gouvernement interdit toute libération d'OGM dans l'environnement avant l'avènement et la mise application du Cadre National de Biosécurité*

*[courtesy translation]*

*There a no concrete measures presently. However, the practical provisions will be considered in the implementation of the National Biosafety Framework.*

*Nevertheless, a written communication of the Government prohibited any release of GMO into the environment prior to the introduction and implementation of the National Biosafety Framework.*

***Article 19 – Autorités nationales compétentes et correspondants nationaux***

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

***Article 20 – Echange d'informations et Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques***

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

31. En plus de la réponse à la question 1, veuillez donner des détails complémentaires sur vos réponses à la question ci-dessus, avec une description de vos expériences et progrès concernant l'application de l'article 20, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

***La difficulté que nous avons est qu'au niveau du pays, nous avons encore besoin de temps pour communiquer les détails requis pour le Centre d'Echange (coordonnées des structures et des personnes responsables, aspects pratiques de la mise en œuvre du Cadre de Biosécurité etc)***

***Certaines des informations fournies sont provisoires et seront mieux précisées et confirmées ultérieurement***

***[courtesy translation]***

***Our difficulty is that at the national level, we still need time to communicate the details required by the Clearing House (e.g. contact information of organisational bodies and persons in charge, practical aspects of the implementation of the Biosafety Framework)***

***Some of the provided information is provisional and will be specified and confirmed at a later date.***

**Article 21 – Informations confidentielles**

32. Votre pays possède-t-il des procédures pour protéger les informations confidentielles reçues en vertu du Protocole et qui protègent la confidentialité de ces informations d'une manière aussi favorable que celle dont il use pour les informations confidentielles se rapportant aux organismes vivants modifiés d'origine nationale ? (article 21.3)	
a) Oui	<b>X</b>
b) Non	
33. Si vous avez été une Partie importatrice pendant la période couverte par le rapport, avez-vous autorisé tout auteur de notification à indiquer quelles sont, parmi les informations communiquées en appliquant des procédures prévues par le Protocole ou exigées par la partie exportatrice dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause du Protocole, celles qu'il fallait considérer comme confidentielles ? (article 21.1)	
a) Oui	
Si oui, indiquez le nombre de cas	
b) Non	
c) Sans objet – n'a pas été une Partie importatrice	<b>X</b>
34. Si vous avez répondu oui à la question précédente, veuillez fournir des informations sur vos expériences et progrès, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<i>Sans objet</i>	
<i>[courtesy translation]</i>	
<i>Not applicable</i>	
35. Si vous avez été une Partie exportatrice pendant la période couverte par le rapport, veuillez décrire tous les obstacles ou difficultés rencontrés par vous-même, ou par des exportateurs relevant de votre juridiction si ces informations sont disponibles, concernant l'application des mesures citées à l'article 21 :	
<i>Sans objet</i>	
<i>[courtesy translation]</i>	
<i>Not applicable</i>	

**Article 22 – Création de capacités**

36. Si vous êtes un pays développé Partie, pendant la période couverte par le rapport, votre pays a-t-il coopéré au développement et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques en vue de la mise en œuvre effective du Protocole dans les Parties qui sont des pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits Etats insulaires, ainsi que dans les Parties à économie en transition ?	
a) Oui (donnez des détails ci-dessous)	
b) Non	
c) Sans objet – n'est pas un pays développé partie	<b>X</b>
37. Si oui, comment cette coopération s'est-elle déroulée :	
<b><i>Ce n'est pas le cas</i></b>	
<b><i>[courtesy translation]</i></b>	
<b><i>That is not the case.</i></b>	
38. Si vous êtes un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition, avez-vous bénéficié d'une coopération à des fins de formation scientifique et technique à l'utilisation rationnelle et sans danger de la biotechnologie dans la mesure où elle a trait à la prévention des risques biotechnologiques ?	
a) Oui – besoins en création de capacités totalement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
b) Oui – besoins en création de capacités partiellement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>
c) Non – besoins en création de capacités non satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
d) Non – nous n'avons pas de besoins en création de capacités non satisfaits dans ce secteur	
e) Sans objet – ne sommes pas un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition	
39. Si vous êtes un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition, avez-vous bénéficié d'une coopération à des fins de formation scientifique et technique à l'utilisation des évaluations des risques et des techniques de gestion des risques biotechnologiques ?	
a) Oui – besoins en création de capacités totalement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
b) Oui – besoins en création de capacités partiellement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	<b>X</b>
c) Non – besoins en création de capacités non satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
d) Non – nous n'avons pas de besoins en création de capacités non satisfaits dans ce secteur	
e) Sans objet – ne sommes pas un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition	

40. Si vous êtes un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition, avez-vous bénéficié d'une coopération à des fins de formation scientifique et technique pour le renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de prévention des risques biotechnologiques ?	
a) Oui – besoins en création de capacités totalement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
b) Oui – besoins en création de capacités partiellement satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	X
c) Non – besoins en création de capacités non satisfaits (donnez des détails ci-dessous)	
d) Non – nous n'avons pas de besoins en création de capacités non satisfaits dans ce secteur	
e) Sans objet – ne sommes pas un pays en développement Partie ou une Partie à économie en transition	
41. Veuillez donner des détails complémentaires sur vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays concernant l'application de l'article 22, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><i>Le Mali bénéficie du Projet d'Appui PNUE-FEM pour l'élaboration des cadres nationaux de biosécurité</i></p> <p><i>Le projet PNUE-FEM a organisé des ateliers régionaux de renforcement des capacités pour les pays francophones dans le cadre de l'élaboration</i></p> <p><i>Divers autres ateliers ont été organisés dans le pays sur la biotechnologie et la biosécurité</i></p> <p><i>Le Mali bénéficie de l'aide bilatérale (USAID) et de l'aide multilatérale dans le domaine</i></p> <p><i>[courtesy translation]</i></p> <p><i>Mali benefits from the UNEP-GEF support project for the development of National Biosafety Frameworks.</i></p> <p><i>The UNEP-GEF project organised regional workshops for capacity building for francophone countries in the framework of the development.</i></p> <p><i>Various other workshops were organised in the country on biotechnology and biosafety.</i></p> <p><i>Mali benefits from of bilateral aid (USAID) and multilateral aid in the field.</i></p>	

**Article 23 – Sensibilisation et participation du public**

42. Votre pays encourage-t-il et facilite-t-il la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu des risques pour la santé humaine ? (article 23.1 a))	
a) Oui – dans une large mesure	<b>X</b>
b) Oui – dans une certaine mesure	
c) Non	
43. Si oui, coopérez-vous avec d'autres Etats et organismes internationaux ?	
a) Oui – dans une large mesure	
b) Oui – dans une certaine mesure	<b>X</b>
c) Non	
44. Votre pays s'efforce-t-il de veiller à ce que la sensibilisation et l'éducation du public comprennent l'accès à l'information sur les organismes vivants modifiés, au sens du Protocole, qui peuvent être importés ? (article 23.1 b))	
a) Oui – totalement	<b>X</b>
b) Oui – dans une certaine mesure	
c) Non	
45. Votre pays, conformément à ses lois et réglementations respectives, consulte-t-il le public lors de la prise de décisions relatives aux organismes vivants modifiés et met-il à la disposition du public l'issue de ces décisions ? (article 23.2)	
a) Oui – totalement	
b) Oui – dans une certaine mesure	<b>X</b>
c) Non	
46. Votre pays a-t-il informé le public sur les moyens d'accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ? (article 23.3)	
a) Oui – totalement	
b) Oui – dans une certaine mesure	
c) Non	<b>X</b>
47. Veuillez donner des détails complémentaires concernant vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays concernant l'application de l'article 23, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><b><i>Le Mali en particulier et l'espace CEDEAO de façon générale accordent beaucoup d'importance à l'Article 23</i></b></p> <p><i>[courtesy translation]</i></p> <p><b><i>Mali in particular and the ECOWAS region in general accord much importance to Article 23.</i></b></p>	

### **Article 24 – Non-Parties**

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

48. S'il y a eu des mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés entre votre pays et une non-Partie, veuillez fournir des informations sur votre expérience, y compris une description de tous problèmes ou difficultés rencontrés :

*Sans objet*

*[courtesy translation]*

*Not applicable*

### **Article 25 – Mouvements transfrontières illicites**

Voir la question 1 concernant la communication d'informations au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

49. Votre pays a-t-il adopté des mesures nationales propres à prévenir et à réprimer, s'il convient, les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés contrevenant aux mesures prises au niveau national ? (article 25.1)

a) Oui

**X**

b) Non

50. Veuillez donner des détails complémentaires concernant vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays concernant l'application de l'article 25, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :

*L'avant-projet de loi du Cadre National de Biosécurité est formel là-dessus, mais il n'y a pas encore eu de cas*

*[courtesy translation]*

*The draft bill of the National Biosafety Framework is formal concerning the topic. However, there has not yet been an occasion.*

*Article 26 – Considérations socio-économiques*

51. Si durant la période couverte par le rapport, votre pays a pris une décision concernant l'importation, a-t-il tenu compte des incidences socio-économiques de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, eu égard à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales ? (article 26.1)	
a) Oui – dans une large mesure	
b) Oui – dans une certaine mesure	
c) Non	
d) N'a pas été une Partie importatrice	<b>X</b>
52. Votre pays a-t-il coopéré avec d'autres Parties à la recherche et à l'échange d'informations sur l'impact socio-économique des organismes vivants modifiés, en particulier pour les communautés autochtones et locales ? (article 26.2)	
a) Oui – dans une large mesure	
b) Oui – dans une certaine mesure	
c) Non	<b>X</b>
53. Veuillez donner des détails complémentaires concernant vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays concernant l'application de l'article 26, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><i>Il n'y a pas encore eu de cas d'introduction d'OVM au Mali, mais des dispositions sont prévues dans le Cadre National de Biosécurité</i></p> <p><i>Il y a un besoin de développer les capacités nécessaires pour définir et évaluer les aspects socio-économiques</i></p> <p><i>[courtesy translation]</i></p> <p><i>There has not yet been a case of LMO introduction into Mali. However, provisions are foreseen in the National Biosafety Framework.</i></p> <p><i>There was a need to develop the capacities required for defining and assessing the socio-economical aspects.</i></p>	

*Article 28 – Mécanisme de financement et ressources financières*

54. Veuillez indiquer si, pendant la période couverte par le rapport, votre gouvernement a fourni des ressources financières à d'autres Parties ou a reçu des ressources financières d'autres Parties ou institutions financières aux fins de l'application du Protocole.	
a) Oui – il a fourni des ressources financières à d'autres Parties	
b) Oui – a reçu des ressources financières d'autres Parties ou institutions financières	<b>X</b>
c) Les deux	
d) Ni l'un ni l'autre	
55. Veuillez donner des détails complémentaires concernant vos réponses aux questions ci-dessus, ainsi qu'une description des expériences et progrès de votre pays, y compris tous les obstacles ou difficultés rencontrés :	
<p><i>Appui du Secrétariat de la CDB pour la participation aux réunions statutaires et les différents programmes sous son égide</i></p> <p><i>Appui technique et financier du PNUE et du FEM pour l'élaboration du Cadre National de Biosécurité</i></p> <p><i>Appui de l'USAID aux pays et à la CEDEAO pour tenir la Conférence Ministérielle sur la biotechnologie et la biosécurité</i></p> <p><i>[courtesy translation]</i></p> <p><i>Support from the CDB office for the participation at the statutory meetings and the various programmes under its auspices.</i></p> <p><i>Technical and financial support from the UNEP and the GEF for the development of the National Biosafety Framework.</i></p> <p><i>Support from USAID to the countries and to the ECOWAS to hold the Ministerial Conference on Biotechnology and Biosafety.</i></p>	

### *Autres informations*

56. Veuillez utiliser cet encadré pour fournir toutes les informations utiles ayant trait à des articles du Protocole, poser des questions sur le modèle de présentation des rapports ou sur d'autres questions liées à l'application du Protocole au niveau national :

*Nous avons besoin de commencer la phase de mise en œuvre pour être plus précis dans certaines des réponses aux questions du rapport*

*[courtesy translation]*

*We need to begin the implementation phase in order to be able to respond more precisely to certain questions of the report.*

### *Commentaires sur la présentation des rapports*

L'énoncé de ces questions a été repris des articles du Protocole. Veuillez fournir des informations sur toutes les difficultés que vous avez rencontrées concernant l'interprétation de l'énoncé desdites questions :

*Le Canevas de rapport est approprié et plus facile à gérer par les utilisateurs (le Secrétariat les Parties)*

*La difficulté, si on peut le dire, réside dans le fait que dans la plupart des cas les cadres sont en cours d'élaboration. Il n'y a donc pas eu encore de contexte pratique de mise en œuvre, ce qui rend difficile la réponse à certaines questions*

*Pour adapter cette situation au format du rapport, quelques questions auraient dues être posées sur le processus d'élaboration des cadres nationaux de biosécurité, surtout dans le cas spécifique des pays en voie de développement qui sont principalement concernés par cela*

*[courtesy translation]*

*The report format is appropriate and user-friendly (the Office, the Parties).*

*The difficulty resides in the fact that in most cases the frameworks are in-progress. There has not yet been a practical context of implementation and this makes it difficult to respond to certain questions.*

*To adapt that situation to the report format, some questions should have been posed on the development process of the National Biosafety Frameworks, especially in the case of developing countries, which are mainly affected by this.*